

Introduction : les enjeux de la coopération au Cameroun

Sylvie Mosser-Cléaud

Numéro 288, avril 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022200ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022200ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mosser-Cléaud, S. (2003). Introduction : les enjeux de la coopération au Cameroun. *Revue internationale de l'économie sociale*, (288), 67-67.
<https://doi.org/10.7202/1022200ar>

INTRODUCTION : LES ENJEUX DE LA COOPÉRATION AU CAMEROUN

Ce dossier présente deux contributions complémentaires sur l'économie sociale au Cameroun : l'un porte sur l'évolution des organisations communautaires en milieu rural, l'autre s'intéresse à une coopérative d'épargne et de crédit qui propose des microcrédits à la population. Ces articles illustrent bien deux pôles essentiels par lesquels la coopération contribue au développement dans les pays du Sud : le secteur agricole et la microfinance. En introduction à ces articles, nous apportons quelques éléments relatifs au contexte économique du Cameroun. Etat d'Afrique centrale, le Cameroun compte 14 876 000 habitants⁽¹⁾ pour 475 440 km². Il a connu dans les années 70-80 un taux de croissance plutôt élevé comparativement aux autres pays africains situés au sud du Sahara (taux moyen annuel de 10 % environ entre 1977 et 1985). Mais, à partir de 1986, il a dû affronter une crise importante et réaliser l'ajustement structurel demandé par le Fonds monétaire international (FMI). La dévaluation du franc CFA de janvier 1994 n'a fait que renforcer les difficultés rencontrées. Le service de la dette représentait 20,5 % des exportations sur la période 1994-1997. La situation semble aujourd'hui stabilisée et le Cameroun montre un taux de croissance de 4,2 % en 2000. On note également un taux d'inflation de 2 %, un solde positif de la balance commerciale et une normalisation des relations avec les créanciers extérieurs. Plusieurs éléments sont à l'origine de ces résultats : la bonne tenue des cours du pétrole, l'éligibilité à l'« initiative d'allègement de la dette » des pays pauvres très endettés (PPTE), la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun (1 070 km) initiée en octobre 2000 par les présidents Idriss Déby et Paul Biya et les retombées attendues. Le taux de pauvreté, qui ne cesse de croître, reste néanmoins préoccupant : 50 % de la population est concernée. Le produit national brut (PNB) est de 580 dollars par habitant en 2000 ; la mortalité infantile atteint 155 pour 1 000 naissances ; l'espérance de vie à la naissance est de 50 ans. L'indicateur du développement humain (IDH) place ainsi le Cameroun au 135^e rang mondial⁽²⁾. Le gouvernement a également dû faire face à de multiples contestations relatives aux modalités des privatisations (eaux, électricité, Cameroon Development Corporation, téléphone). Lutte contre la corruption, réforme du budget de l'Etat et compétitivité de l'économie sont affichées comme les priorités actuelles du Cameroun dans le contexte de la mondialisation. Ces quelques données permettent de mesurer l'importance des besoins humains et les enjeux de la coopération et de l'économie sociale au Cameroun.

Sylvie Mosser-Cléaud ●

Sources : *L'état du monde 2002*, La Découverte. *Le Monde diplomatique*.

(1) Dernier recensement utilisable : 1987.

(2) L'IDH permet de situer un pays (rang mondial sur un total de 162 pays) à partir de trois variables : l'espérance de vie, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation) et le niveau de vie (mesuré d'après le PIB par habitant).